

## **Restaurer l'État de droit pour que le Liban survive**

**Dr Zeina el Tibi**

**Dr Charles Saint-Prot**

*Présidente et directeur général de  
l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris*

Il y a quelques années, le Prix Nobel de sciences économiques, Maurice Allais a démontré que la mondialisation détruit les emplois, compromet la croissance et engendre l'instabilité et le désordre en niant systématiquement le rôle des États. Voici donc les méfaits de la primauté des intérêts privés sur l'intérêt général. C'est tout simplement le règne du libre renard dans le libre poulailler, ce qui signifie une fracture de plus en plus prononcée entre des nantis et tout le reste qui est juste libre de crever de faim. Partout les peuples se révoltent : de la France des « gilets jaunes » au Chili ou en Iran en passant par l'Irak et le Liban.

Au Liban les choses se sont aggravées parce que le pays est privé d'État et livré à des mafias dont la corruption est extraordinaire. Le rêve libéral d'une nation sans État se révèle un crime quand on constate que seul l'État peut s'opposer à la mainmise des intérêts financiers et commerciaux. Ainsi, jamais l'État n'a été aussi nécessaire avec son rôle de régulateur, de protecteur contre les inégalités et d'organisateur d'une société à visage humain : la nation. Plus encore qu'en Irak où il n'y a plus d'État de droit, l'État juste est très exactement ce qui manque au Liban où il existe en revanche un État dans l'État, avec une milice surarmée, et des profiteurs de tous bords qui instrumentalisent un confessionnalisme qui finalement aura surtout permis de faire le jeu des intérêts étrangers (Israël, Iran et autres) qui ont attisé des conflits interconfessionnels

Pour sa part, ce qu'il faut bien appeler le système – c'est-à-dire les groupes d'intérêts particuliers, féodaux ou confessionnels - a également utilisé le confessionnalisme pour endiguer le mécontentement du peuple en le détournant vers la haine des autres communautés religieuses. Du coup, le prétendu « pacte national », la coexistence intercommunautaire a fait long feu. Reste cette construction hasardeuse qui a conduit aux pires excès en propageant le confessionnalisme dans tous les rouages de l'État et de l'administration.

Les replis communautaires profitent naturellement de l'absence d'un État de droit capable de protéger la société. Ici comme partout le communautarisme est un facteur de régression. On sait qu'il existe un vieux plan israélien, dévoilé par le journaliste Oded Yinon en 1982, visant à favoriser l'éclatement des pays arabes sur des bases confessionnelles ou ethniques. Face à ce projet de mort, la priorité est de consolider les États de façon qu'ils soient de véritables constructions nationales capables de résister aux menaces de fragmentation des sociétés locales.

Au Liban, l'enjeu ne consiste pas seulement à remettre l'économie à flot, mais surtout de créer les conditions politique d'une relance qui passe par la fin de la corruption et la résolution de la dramatique question d'immigrés constituant près de 50% de la population locale. Restaurer l'État comporte une condition essentielle : celle de mettre un terme au confessionnalisme politique et à la corruption qui décourage les donateurs d'un programme de redressement qui ne voit jamais le jour. Disons le pays du Cèdre a besoin d'un nouveau Fouad Chehab qui veillera à tenir l'armée en dehors des querelles des factions afin d'en faire une institution solide et impartiale au service du redressement du pays. En effet, seuls les rêveurs impénitents peuvent imaginer que le seul jeu d'on ne sait quel système démocratique pourrait constituer une solution. Le Liban a besoin d'un État au service du bien commun, et avant tout d'une autorité impartiale. C'est cela ou la mort du pays !